



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/2922
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Dixième session
Point 36 b) de l'ordre du jour provisoire

RAPPORTS FINANCIERS ET COMPTES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES:
FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE, EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1954

Deuxième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires à l'Assemblée générale (dixième session)

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) pour l'exercice terminé le 31 décembre 1954 (A/2905) ^{1/}.
2. Le tableau suivant fait ressortir la situation financière du FISE au 31 décembre 1954 :

	<u>Dollars</u>
Capital du FISE au 1er janvier 1954	27.656.911
Recettes de toutes origines en 1954	<u>15.043.943</u>
	42.700.854
Dépenses en 1954	<u>14.474.196</u>
Capital du FISE au 31 décembre 1954	28.226.658

En 1954, le capital du FISE a donc augmenté de 569.747 dollars.

3. Au paragraphe 2 de sa résolution 594 (VI) du 4 février 1952, l'Assemblée générale a demandé au Comité consultatif, lorsqu'il examinerait les comptes annuels du FISE, d'accorder une attention particulière aux pratiques et dépenses administratives concernant ce programme d'action spécial. En outre, après avoir, à sa dernière session, examiné les comptes du FISE pour l'exercice 1953,

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, Dixième session, Supplément
No 6A.

la Cinquième Commission a prié le Comité consultatif de suivre de près le pourcentage des dépenses d'administration et des dépenses d'exécution dans les budgets des divers programmes exécutés sous l'autorité de l'ONU.

4. En 1954, le montant net des dépenses d'administration a été de 1.177.121 dollars, soit 8,3 pour 100 du total net des dépenses, contre 100 pour 100 en 1953. Le pourcentage des dépenses des services d'exécution dans le montant total des dépenses a lui aussi diminué, passant de 5,9 pour 100 en 1953 à 5,7 pour 100 en 1954. Bien que, dans l'un et l'autre cas, la réduction puisse être en partie attribuée au fait qu'en 1954 le total des dépenses a dépassé d'environ 1.872.000 dollars celui de 1953, les dépenses directes d'administration ont été moins élevées en 1954 qu'en 1953, tant absolument que relativement.

5. Le Comité consultatif reconnaît les efforts que le FISE n'a cessé de déployer pour réduire le rapport entre ses dépenses d'administration et les dépenses totales. Ces efforts seront certainement poursuivis et aboutiront à une nouvelle réduction des dépenses d'administration; en effet, dans le cas du FISE et des programmes analogues, il est particulièrement important d'affecter la plus grande part possible des ressources à l'assistance directe.

6. Depuis 1950, le programme des cartes de Noël donne d'excellents résultats et, tout en procurant des recettes appréciables, il sert à faire connaître le FISE. Il constitue une activité commerciale semi-indépendante et auto-financée. Ce programme a rapporté 153.638 dollars (net) en 1954 et, depuis qu'il a été lancé, il a permis de virer 249.200 dollars au FISE.

7. Si l'on doit se féliciter de l'heureux résultat de ce programme, le Comité consultatif pense qu'il conviendrait à l'avenir de donner, dans le rapport financier, des renseignements sur les frais généraux du programme et sur ses recettes brutes, et non pas seulement le chiffre des recettes nettes comme on l'a fait jusqu'ici. Le Comité consultatif pense en outre qu'il y aurait lieu d'appliquer au programme des cartes de Noël du FISE, dans la mesure où cela est possible et opportun, les principes et pratiques qu'il faudrait chercher à formuler en ce qui concerne les activités lucratives de l'Organisation (voir le

Premier rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à l'Assemblée générale (dixième session) A/2921, paragraphes 16 à 21)^{1/}, ce programme étant à divers égards analogue au programme des ventes aux philatélistes de timbres de l'ONU.

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale, Dixième session, Supplément No 7.